

Textile : de la pénurie de masques aux stocks dans les entrepôts

Durant le confinement, la filière textile de la Loire avait réorienté son activité afin de répondre à la forte demande de masques réutilisables. En ce début d'été, les cartons de marchandises s'entassent dans les entrepôts alors que la pandémie n'est pas terminée.

Un sentiment d'incompréhension et d'aberration gagne la filière textile ligérienne. Le Coronavirus rode toujours, le port du masque est obligatoire en lieu clos. Pourtant, les commandes de masques en tissus tant espérées ne tombent pas. Les stocks s'accumulent dans les entrepôts. Trois millions d'unités attendraient d'être vendues dans la région.

Des tonnes d'étoffes spécifiques à leur conception leur restent aussi sur les bras. Une « douche froide » pour ces professionnels, alors que trois mois en arrière, en plein confinement, tous avaient converti au pied levé leurs outils de production pour répondre à la pénurie et à l'appel de l'État.

Un soutien local

Exemple aux Tissages Robert Blanc, à Bourg-Argental, spécialisés dans la confection de tissus techniques. Près d'un million de pièces homologuées y ont été tissées. « C'est aberrant de voir que maintenant les gens se jettent sur ces masques chirurgicaux importés d'Asie, alors que nous avons encore des cartons entiers prêts à partir », déplore son président Jean-Paul Blanc.



Avec la crise sanitaire, Jean-Paul Blanc a reconverti une partie de l'activité de son usine de tissage.

Photo d'archives Progrès/Jean DESMARTIN

« Nous avons réorienté notre production au printemps pour deux raisons. D'abord parce que la demande était forte de ce côté-ci il y a encore quelques semaines et parce que nos autres marchés (habillement, automobile...) sont complètement à l'arrêt... »

Un point positif fait garder le sourire à ce gérant, le soutien des acteurs locaux : « Nous tenons grâce aux collectivités, aux petites et moyennes entreprises qui elles, font appel à nous pour se fournir. Satisfaits, ils nous rappellent pour renouveler leurs stocks quand ils en ont

besoin. C'est un bon signal. »

L'affaire des 40 millions

Cela peut-il suffire ? Non, selon Éric Boël, dirigeant des Tissages de Charlieu, où le bilan est un peu le même. Ce patron espère des commandes publiques : « On se débrouille pour écouler ce qu'on a comme on peut... Mais si l'on veut relever notre filière textile, il faut que l'État fasse appel à nous. Faire travailler les entreprises françaises est bien plus efficace que n'importe quelle subvention. »

Il enchaîne citant en exemple cette annonce faite le 22 juillet

dernier par Olivier Véran, ministre de la Santé : « Le ministre promet la distribution de 40 millions de masques lavables gratuits aux plus précaires sous quelques jours. Belle idée ! Mais vont-ils vraiment se fournir en France ? questionne Éric Boël. J'ai appelé quelques confrères pour savoir s'ils avaient été contactés ou vu passer un appel d'offres. Rien n'est ressorti pour l'instant. Je ne comprendrais vraiment pas qu'on importe encore une fois alors que nous coehons toutes les cases pour répondre aux actuels besoins. »

Emmanuelle BAILLS

ZOOM

« Les masques jetables sont une concurrence déloyale »

Pierrick Chalvin, délégué général d'Unitex, l'organisation professionnelle régionale de textile, crie lui aussi à la concurrence déloyale et à l'abandon de la filière locale. Les grandes et moyennes surfaces ne joueraient pas suffisamment le jeu, selon lui : « Pourquoi les supermarchés font-ils ce bel effort de mettre dans leur rayon des produits frais issus des circuits courts et font l'impasse quand il s'agit du textile ? », questionne-t-il, avant d'en appeler aussi à la responsabilité du consommateur : « Beaucoup de gens achètent consciemment des masques fabriqués à l'autre bout du monde pour le jeter par terre n'importe où quatre heures après. Au-delà de l'aspect économique, c'est une catastrophe écologique contraire à "ce monde d'après" qu'on annonçait. »

Les masques français boudés en raison de leur prix ? Il faut compter entre trois et quatre euros l'un, contre quelques dizaines de centimes d'euros pour le jetable. « Il ne faut pas s'arrêter au coût facial, assure Pierrick Chalvin. Si on calcule en prenant en compte la durée de vie, c'est bien moins économique d'en racheter plusieurs au quotidien. »

Chez Valmy, silence radio depuis le départ du directeur

Le mystère plane autour de l'entreprise Valmy, productrice de masques de protection basée à Mably. On se rappelle qu'à la fin mars, le site avait été placé sous protection militaire, considéré comme stratégique par l'État. Sa production avait, elle, été réquisitionnée. Est-ce pour cette raison que depuis le départ de son directeur d'exploitation, Nicolas Brillat, en avril dernier, Valmy refuse toute communication ? Probablement, selon quelques élus et syndicalistes ligériens interrogés, bien que tous décrivent déjà cette société comme « discrète. » Ce que l'on sait, c'est que le site poursuit toujours son activité. Le décès récent du président du groupe Segetex-Eif, David Suissa, dont le siège est installé en région parisienne et qui détient la société mablyrote depuis 2017, pourrait être l'une des causes du départ de l'ex-patron. Deux encadrants présents sur site auraient pris sa relève.